



Photo : © Craft Resource Center

Commerce équitable, état des lieux

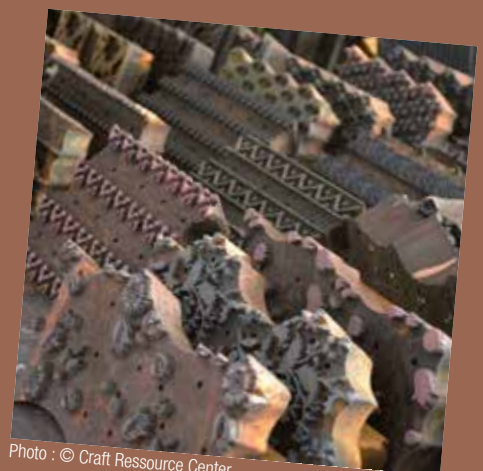


Photo : © Craft Resource Center

Éditorial

Dossier

Le mouvement du commerce équitable aujourd'hui : deux filières, deux approches : entre débats et complémentarité 3

Ce qui est assimilé au commerce équitable aujourd'hui 6

Commerce équitable local : un foisonnement d'initiatives 9

La voix des producteurs

Une magnifique mécanique d'économie sociale et solidaire ! 11

CEAS, 40 années de lutte en faveur du développement durable 13

Recette

Lentilles à l'indienne 14

Le produit

L'or liquide 14

Action citoyenne

Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse 15

Impressum - Journal des Magasins du Monde

ex aequo n°73 - mars 2021

Tirage 800 ex. - 4 parutions par an

Dans les articles du journal ex aequo, l'utilisation du masculin ou du féminin est laissée au libre choix de son rédacteur ou de sa rédactrice. Le genre masculin ou féminin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte. Nous sommes toutefois favorables à l'écriture inclusive et l'utilisons tant que possible.

Éditeur

Association romande des Magasins du Monde

Avenue Dickens 6 - 1006 Lausanne

Tél. 021 661 27 00 - info@mdm.ch - www.mdm.ch

CCP 12-6709-5 - Association Romande des Magasins du Monde - 1004 Lausanne

Abonnements 2021

Bénévole MdM CHF 30.- Ami-e CHF 70.-

Soutien CHF 110.- Parrainage CHF 360.-

L'équipe de rédaction

Nadia Laden - Lara Baranzini - Bernadette Oriet

Anne Monard

Ont collaboré à ce journal

Thomas Feron - CEAS - claro frair trade - Uniterre

Photos

Craft Ressource Center - Frangipanier - Salinas - CEAS

Lorent Fritsche / Oxfam-Magasins du monde

Photos libres de droits - Goûts et terroir - ASRO

COPIASURO - Jardins vivants, République et canton du Jura

Jura

Maquette et graphisme

Anne Monard

Relecture

L'équipe de rédaction

Françoise Duffey - Laurence Nicod

Impression papier recyclé

Centre d'impression Le Pays SA, Delémont

Envois postaux

Magasin du Monde Delémont

Commerce équitable

Ces deux mots qui portent et définissent l'Association romande des Magasins du Monde depuis 47 ans, signifient-ils encore quelque chose ?

C'est sur cette question que ce numéro d'ex æquo fait le point. Quant à savoir si après avoir lu notre dossier, vous aurez la réponse à cette question, rien n'est moins sûr.

Ce que je pense, c'est que le terme de commerce équitable a, évidemment, beaucoup de sens. Parce-qu'il a une histoire, qu'il est richement documenté à travers cette histoire et que, même si sa signification change et évolue en permanence, il serait dommage de le renier ou de l'oublier. Toutefois, le commerce équitable n'est pas un label ni une certification précise. Il est une idée, une alternative, qui peut être sublimée autant que dévoyée. Qui est en mouvement, tout comme les Magasins du Monde, qui travaillent chaque jour à suivre son évolution. Et le mouvement, c'est la vie !

Nadia Laden

LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai 2 mois

- ▶ **Web:** CHF 19.-
- ▶ **Combi*:** CHF 29.-
- ▶ **5 jours**:** CHF 39.-

lecourrier.ch | 022 809 55 55

***web + papier le weekend / **papier + web**

Le mouvement du commerce équitable aujourd'hui : deux filières, deux approches : entre débats et complémentarité

Il est difficile d'établir clairement à quelle époque le mouvement du commerce équitable (CE) est né. Pour certains, elle date des années 40, avec l'ouverture de Ten Thousand Villages aux Etats-Unis, pour d'autres elle remonte à la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) de 1964, lorsque les pays du Sud ont lancé une revendication devenue par la suite célèbre : « du commerce, pas de l'aide » (Trade, not aid !) pour dénoncer la logique d'assistance en vogue à l'époque.

Le but des initiatives pionnières de CE était de proposer une alternative au commerce international conventionnel. Ces initiatives préconisaient de sortir des rapports de force caractérisant des échanges entre des économies fortement dissemblables, pour les soumettre à des pratiques de partenariat avec les producteurs désavantagés ou exclus des nouveaux marchés mondiaux. Depuis quelques années, le mouvement soutient les capacités de transformation locales ainsi qu'une production destinée aux marchés locaux des pays producteurs pour qu'un développement économique endogène (interne) soit possible, évitant ainsi la dépendance vis-à-vis des marchés du Nord.

En Europe, le mouvement du CE voit le jour à la fin des années 60 avec l'ouverture du premier Magasin du Monde en Hollande¹, suivi par les Magasins du Monde en Suisse romande en 74 et d'autres associations dans les autres pays.

Ces initiatives pionnières² établissent des relations directes entre des structures de CE au Nord et des organisations de producteurs au Sud. Elles sont aujourd'hui portées par le réseau **World Fair Trade Organisation (WFTO)** et constituent le modèle de CE nommé « **filière intégrée** ». Elles sont affiliées à des « **garanties organisation** » qui évaluent le fonctionnement de la structure elle-même. Tous les acteurs de la filière ont le CE pour mission et activité principale. Ils associent la commercialisation à l'engagement associatif.



© Frangipanier, artisanat équitable

On peut carrément parler de « filière sociale et solidaire de commerce équitable » : des magasins associatifs au Nord, des coopératives et des regroupements de producteurs au Sud, reliés par des sociétés d'importation du CE. Par exemple, en Suisse, en 1977, les œuvres d'entraide et les magasins du CE ont fondé la société coopérative d'importation OS3, aujourd'hui claro SA³, membre de l'**EFTA**.

De par la nature des acteurs du CE de cette filière, il n'est pas rare de les voir tisser des liens avec d'autres structures de l'économie sociale et solidaire, à l'exemple des fondations et des associations qui font de la coopération au développement (par exemple le CEAS - voir p. 13) ou qui ont des activités sociales au niveau local (on pense à la transformation de produits du CE dans des entreprises sociales au Nord, ou à la vente de produits de foyers d'insertion locaux dans les magasins de CE).

1 Le pays de naissance d'un fonctionnaire des Indes orientales néerlandaises et écrivain Eduard Douwes Dekker, alias Multatuli, dont l'œuvre la plus connue s'intitule « Max Havelaar » Actes Sud, 1991

2 Appelées aussi « Alternative Trade Organisations ».

3 Le changement de forme juridique de l'importateur OS3 en SA, aujourd'hui claro, en 1997 ne fut pas anodin au sein du mouvement : on quittait la forme coopérative (propre à l'économie sociale). La nouvelle structure a néanmoins gardé le principe de non maximisation des profits inscrit dans les statuts. Comme le dit Marie-Claire Pellerin sa directrice, claro ne distribue pas de dividendes aux actionnaires et ne négocie jamais les prix à la baisse avec les producteurs.



Produit labélisé



Filière intégrée

Dans les structures du CE, le profit est un moyen et non une finalité et la gestion est basée sur des principes démocratiques. Les bénéfices dégagés sont utilisés pour assurer la deuxième facette du mouvement : sensibiliser le public et revendiquer des règles plus équitables pour le commerce international. Cette identité sociale et solidaire du mouvement, pas forcément explicite à l'époque, explique pourquoi le mouvement a été quelque peu ébranlé par l'entrée du CE dans la grande distribution.

L'apparition du premier label « commerce équitable » pour le café, le label Max Havelaar en Hollande en 1988, donne au mouvement un nouvel outil : le label produit. Cette nouveauté, portée par les acteurs historiques du CE, permet une distribution plus large des produits de CE avec l'introduction dans des magasins non dédiés au CE, notamment dans les grandes surfaces de distribution (GSD). On parle ici de filière labellisée, aujourd'hui représentée par Fairtrade International.

Mais, passés les premiers temps, les débats autour du label furent vifs au sein du mouvement. L'entrée du CE dans les GSD a en effet marqué un tournant dans le mouvement et une rupture dans sa logique sociale et solidaire dont les effets se sont peu à peu fait sentir.

Aujourd'hui les deux filières, réunies au sein du réseau FINE, se sont accordées, en 2001, sur une définition commune du CE. Elle est encore une référence de nos jours et on la retrouve dans la nouvelle Charte internationale du commerce équitable de 2018⁵. Elles

ont également fondé le FTAO (Fair Trade Advocacy Office)⁶, un bureau de Plaidoyer du commerce équitable au niveau européen. En Suisse, **Swiss Fair Trade**, fondée en octobre 2007, réunit également des acteurs des deux filières.

Les deux pratiques du CE subsistent aujourd'hui : la filière intégrée et la filière labellisée. La filière labellisée a gagné le pari de démocratiser l'accès aux produits équitables et d'augmenter ainsi les débouchés pour les producteurs et productrices du Sud. Elle a néanmoins dû accepter des compromis liés aux exigences des GSD et des importateurs et a en partie abandonné la critique fondamentale du système économique. On pense par exemple à la certification de la production issue de plantations appartenant à des grands groupes ou au bilan de masse qui fait perdre la traçabilité des produits. D'où l'importance capitale d'avoir encore et toujours, à côté de la filière labellisée, des filières intégrées qui continuent leur travail de dénonciation et de propositions d'alternatives plus viables au système économique actuel.

Comme le disait en 2013 Natália Leal, ancienne coordinatrice de WFTO Europe, « *la certification organisationnelle présente de ce point de vue des avantages certains, dont l'un, et non des moindres, est la plus grande facilité de garantie sur l'ensemble de la chaîne de valeur, et notamment son dernier maillon, la commercialisation. C'est là une différence majeure entre la filière intégrée et la filière labellisée. Entre « produire et vendre équitable » et simplement « produire équitable »⁷.*

Lara Baranzini

4 <http://www.mdm.ch/sites/default/files/CP-2021/charte-internationale-du-ce-2018.pdf>

5 Issu d'une initiative partagée entre Fairtrade International, WFTO-Europe et l'EFTA - <https://fairtrade-advocacy.org/>

6 Pour aller plus loin, je vous conseille la lecture du Guide international des labels de commerce équitable, édition 2020 : <https://www.commerceequitable.org/wp-content/uploads/guide-label-2019-francais-web.pdf>

7 Natália Leal, coordinatrice WFTO-Europe

<https://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2013/02/22/la-certification-organisation-wfto/>

WFTO, Organisation mondiale du commerce équitable, certification FTO - ou « filière intégrée »

Créée en 1989, la WFTO⁸ compte aujourd'hui plus de 450 membres, dans 75 pays, dont une majorité dans les pays en développement. Elle chapeaute les organisations de chaque continent, par exemple la WFTO Europe qui a absorbé, en 2009, le réseau NEWS ! (Réseau Européen des Magasins du Monde). Le système est basé sur la garantie organisation (Fair Trade Organisation - FTO) et évalue l'intégralité d'une entreprise, pas seulement un produit, un ingrédient ou une chaîne d'approvisionnement spécifique. Le système de garantie vérifie le respect d'une série de 10 principes génériques de bonne gestion sociale, économique et environnementale dans le but de vérifier que l'organisation pratique le CE dans toutes ses activités. Ce n'est que récemment que le système de garantie Fair Trade (Guarantee) System (FTS)⁹, donne le droit d'apposer le label FTO sur les produits vendus par ces organisations. **Pour en savoir plus : les 10 principes du CE selon WFTO** <http://www.wfto.com>



Membres de WFTO
Tropical Mountains GmbH : <https://tropicalmountains.com/ch/en>
claro sa : <https://www.claro.ch/fr/>
Gebana : <https://www.gebana.com/fr/>
El Tucan : <https://www.eltucan.ch/cms/>
Magasins du Monde : en cours de ré-obtention



magasins du monde
solidaires au quotidien



EFTA
European Fair Trade Association



El Tucan GmbH



claro
FAIR TRADE



TROPICAL MOUNTAINS COFFEE



gebana
Marché paysan mondial

EFTA, European Fair Trade Association, membre de WFTO

Elle regroupe les sociétés d'importation de commerce équitable de 8 pays européens (1 membre par pays, pour la Suisse, claro SA). EFTA et WFTO font partie des acteurs clé de la filière intégrée au niveau international.
<http://www.european-fair-trade-association.org/efta/index.php>



EFTA
European Fair Trade Association

Association européenne des importateurs de la filière intégrée



claro
FAIR TRADE

claro sa : <https://www.claro.ch/fr/>

Swiss Fair Trade

Swiss Fair Trade est la faîtière des organisations du commerce équitable en Suisse. Sa mission est la promotion du commerce équitable, le renforcement de ses structures et l'établissement de normes exigeantes en la matière.
<https://www.swissfairtrade.ch>



SWISS FAIR TRADE

SCHWEIZER FORUM FAIRER HANDEL
FORUM SUISSE POUR LE COMMERCE EQUITABLE
FORUM SVIZZERO PER IL COMMERCIO EQUO



magasins du monde
solidaires au quotidien

Qu'est-ce qu'un « label produit » ?

Il certifie qu'un produit spécifique répond aux critères établis au niveau de la production. Les critères sont différenciés en fonction du produit. Le commerçant est autorisé à apposer le label et le logo sur les produits, à condition qu'il s'approvisionne auprès des producteurs figurant au registre Max Havelaar des producteurs. Les productions certifiées peuvent être commercialisées dans n'importe quel point de vente. Les distributeurs ne sont pas certifiés.

Fairtrade Labelling Organisation (FLO)

Créé en 1997, c'est le réseau international qui regroupe les initiatives nationales de labellisation produit. Flo-cert est l'organe de certification et d'audit indépendant de FLO. Il est titulaire de l'accréditation ISO 17065 qui garantit des prises de décision autonome et transparentes.

Filière labellisée en Suisse :
<https://www.maxhavelaar.ch/>



8 WFTO : avant 1989, IFAT - International Fédération of Alternative Traders

9 Issu d'une mise à jour du « Système de Gestion Durable du Commerce Equitable (en anglais Sustainable Fair Trade Management System – SFTMS) au niveau du processus de vérification

Ce qui est assimilé au commerce équitable aujourd'hui

Complexité des approches et diversité des pratiques sont les traits qui caractérisent l'évolution du commerce équitable (CE) cette dernière décennie. Au point qu'il est bien difficile pour un observateur de parvenir à en connaître tous les méandres. Aussi, nous vous proposons d'explorer ce champ avec le parti pris de ne vous restituer que les changements qui nous paraissent avoir une portée sur l'avenir du CE.



Depuis bien des années, le CE ne s'arrête plus aux deux filières présentées dans la première partie de ce dossier. S'y ajoutent de nombreuses initiatives qui élargissent ou diluent ses objectifs. Les grands distributeurs développent de plus en plus leurs propres marques. La renommée fulgurante du CE a fait que les multinationales s'y sont intéressées. **Un seul exemple en Suisse, tous les MacDo servent du café du CE. Une entreprise en pleine contradiction qui cherche à se draper d'une certaine virginité avec le café Max Havelaar. MacDonald's – Magasins du Monde (Mdm) : même combat ?**

Complexité

Désormais, d'innombrables producteurs, importateurs, distributeurs privés se réclament du CE. Ce sont des électrons libres qui ne sont reliés à aucun réseau. Ces entrepreneurs s'inspirent des chartes du CE pour attester de leurs principes, ne retenant que les critères qui les intéressent et qui correspondent à leurs objectifs. Ils ne sont contrôlés par aucun organisme indépendant. Ils sont professionnels, centrés sur le développement de leur PME, maîtrisent parfaitement les outils de communication et avec le temps, ils risquent de faire de l'ombre aux Magasins du Monde. Entre la Suisse, la France et les pays du Sud, je vous liste un échantillon très varié de PME, engagées par auto-proclamation dans divers secteurs du CE.



Les exemples d'entreprises ci-dessous se réclament d'une démarche de CE. Toutefois, ils n'indiquent pas souvent d'informations sur leurs sites internet quant aux avantages du CE, notamment à la prime et au préfinancement payés aux producteurs. Ceux qui mentionnent le paiement d'un surplus l'affectent à des personnes et non à des organisations, ne visant pas forcément le développement de la communauté.



As'art, Paris



Arthenia, Lausanne

- As'art, Paris, est une sarl fondée en 1998. Importateur indépendant d'articles d'artisanat en provenance des towns ships d'Afrique du sud. En trois ans, As'art a réussi la performance de placer trois pages d'information dans la Revue Air France.
- Mahatsara, Paris, est le distributeur écoresponsable des articles As'art.
- Sira Kura, France, est un importateur-distributeur de produits en provenance de 10 pays. L'organisation établie à Vincennes travaille aussi avec des ateliers certifiés par WFTO. Il s'est retiré du Collectif France du CE.
- Greentech, France : biotechnologie pour industrie cosmétique, pharmaceutique.
- My green shop : distributeurs automatiques de boissons chaudes et froides.
- Mae Sue, France, articles et marques de vêtements.
- Le projet RESPIRO, France, l'achat socialement responsable a pour but de promouvoir un échange d'expériences basées sur l'intégration de critères éthiques et sociaux dans les procédures d'achat public.
- Changemaker SA, Suisse : 5 magasins en Suisse alémanique. À la fois importateur et distributeur de produits répartis en cinq catégories : fair&social, Swiss made, fait main, etc.
- Autres boutiques en Suisse : Ayni Genève, Alegria mode Neuchâtel, Arthenia Lausanne.
- Minga, France, est une association créée en 1999, regroupant des citoyens et environ 80 structures professionnelles. Elle s'attache à la promotion de l'équitable au national et à l'international.
- Andines SA, France, sa structure commerciale s'est désolidarisée de Max Havelaar.

Un peu partout dans le monde, des organismes de certifications indépendants voient le jour.

Au Mexique : Dans les pays du Sud, le CE s'organise, parfois en organisation collective indépendante. C'est le cas du Mexique qui a développé un label national. Certaines des organisations de producteurs constatent que FLO-MH ont orienté toutes leurs activités vers le développement des exportations du Sud vers le Nord, sans analyser leur dynamique avec le développement local des régions productrices. Pour ces producteurs, dont Uciri (producteurs de café), le défi consiste à articuler leurs activités avec ceux qui font la promotion des objectifs du CE dans leur pays. Afin de valoriser les dynamiques économiques, sociales et politiques locales, les producteurs veulent développer le marché local du CE et la coopérative Tosepan Titaniske va s'y impliquer. Et elles sont nombreuses, ces organisations de producteurs, à poursuivre ce même objectif. Sauf que la concurrence s'installe petit à petit entre elles et beaucoup sont attirés par la production bio. Des inspecteurs décident alors de créer leur propre organisme de certification et de contrôle. C'est un système fonctionnant avec la synergie de trois acteurs qui est mis en place :

- Comercio Justo Mexico qui assure la promotion.
- Certimex S.C. (coopérative) qui est l'agence de certification.
- Agromercados SA regroupe des entreprises de transformation et de commercialisation intégrant le CE dans la sphère internationale. Certains groupes de producteurs vendent exclusivement leurs produits au Mexique.

En Amérique latine : Le Symbole, Producteurs, Paysans (SPP) est un label créé par la CLAC (fédération des producteurs latino-américains du CE). Il s'agit du premier système de garantie du CE dont le cahier des charges appartient aux producteurs.

En France : Ethiquable France est la première entreprise européenne à adopter le label SPP.

- Programme ÉQUITÉ : Appui aux producteurs de l'Afrique de l'Ouest.
- ATES, France, association pour le tourisme équitable et solidaire, labélisation voyageur.
- Fair for Life, Programmes d'Attestation du commerce équitable, de filières responsables et de Responsabilité Sociétale. C'est probablement le label le plus ouvert en termes de produits et d'organisations. Il est un concurrent officiel de Max Havelaar.
- En Suisse, la Plateforme pour une agriculture socialement durable s'est donnée pour objectif de créer des conditions de travail équitables pour l'ensemble des personnes travaillant dans la filière agroalimentaire, des champs de l'agriculteur à l'assiette du consommateur.
- OIT : Programme intégré sur le recrutement équitable (FAIR) de main d'œuvre migrante.



ATES. France, voyages équitables

Innovation et flou dans le commerce équitable

- Artisans du Monde France ne figurent plus dans la catégorie des boutiques équitables. C'est une association de consommateurs et un mouvement de citoyens qui agit selon trois piliers d'action (sensibilisation, vente et formation au CE).
- Autre mouvement novateur et plus surprenant : l'USP (l'Union suisse des paysans) prône le commerce équitable pour le milieu agricole et va jusqu'à déclarer dans un rapport de 2017 « Sans commerce équitable, pas d'agriculture suisse ».



Le Grainier, semences, économie sociale et solidaire

De multiples notions, telles que commerce éthique, durable, solidaire, juste ou encore écoresponsable s'apparentant au commerce équitable compliquent le choix du consommateur. Comment s'y retrouver dans cette jungle de spécifications dont il est impossible de décoder le contenu sur les emballages ou sur les étiquettes ?

La multiplication de nouveaux acteurs et labels provoque la banalisation du commerce équitable et la segmentation des objectifs. Délimiter ce qui est commerce équitable de ce qui ne l'est pas devient une priorité.

Certaines entreprises conventionnelles ont compris les avantages qu'elles ont à cesser l'exploitation de leurs ouvriers ou de la nature et changent de statut. Elles deviennent des entreprises à mission, plus exigeantes que les entreprises à responsabilité sociale.



Lait équitable, Suisse



La Poste, Suisse, tenues de travail, production équitable

Intense diversification

Le commerce équitable touche de nombreux secteurs économiques et déborde très largement de la production alimentaire ou artisanale.

Services

- Domaine de la communication : fairphone, radio en bois, Shiftphone (housse pour natel), souris d'ordinateur, écouteurs.
- Tourisme équitable : de nombreuses agences proposent des voyages du CE ou éthiques.

Biens de consommation équitables

- Lait équitable : Suisse, France, Burkina Faso ; blé (MH), semences de sésame, glaces.
- Alcools : vin, rhum, bières, bière de quinoa, vodka, liqueurs.
- Lampes solaires équitables d'Afrique du sud.
- Bijoux en or (Pérou) créés avec Cartier, bijoux en or végétal, en écailles de poisson, en perles de céramique de marque Kazuri du Kenya.
- Textiles : coton du Mali et d'Inde, utilisé pour la production industrielle de sous-vêtements en coton bio, de ouate, de t-shirts en coton Pima le plus fin du monde.
- Achats publics : tenues de travail à Poste Suisse (membre Fair Wear Foundation) et Poste France.
- Ameublement : meubles en tous genres et en matériaux recyclés, déco, lampes, tapis.
- Papeterie : feuilles A4 pour photocopies de Thaïlande, agendas.
- Cigarettes, préservatifs, disques fairplaylist.
- Articles ménagers : linge pour la cuisine, la salle de bain, la table, literie, noix de lavage.
- Sport : ballons de foot.
- Vêtements et sous-vêtements, chaussures, vêtements de travail, montures de lunettes.
- Accessoires : montres en bois.
- Carburant Bio-Fair, Gebana-Migrol.

Et demain ?

Demain sera forcément autrement du fait que la vie est en perpétuel mouvement. Après ce survol, demandons-nous ce que cet élargissement du CE dit de son futur, quels défis aura-t-il à relever et à quelle évolution peut-on s'attendre ?

Le développement du CE va certainement poursuivre sa marche, encouragé qu'il est par l'aspiration des citoyens et citoyennes à consommer autrement et local. Et dans la foulée, l'expansion du commerce entre les pays du sud va s'intensifier et celui des labels proliférer. En parallèle, les marchés du CE dans les pays du nord vont encore se développer.

Le flou du CE engendré par les innombrables initiatives privées (que j'appelle électrons libres) devra être clarifié et peut-être régulé par les États, sous peine de dilution ou d'être confondu avec les stratégies de marketing des géants du commerce. On assiste déjà à la tendance de dissoudre les critères du CE dans les conventions du développement durable.

Cette clarification passera probablement par une limitation des objectifs des organisations, par une révision de leur mode de gouvernance, par des partenariats entre Nord et Sud et par une nouvelle dénomination du CE pour les filières intégrées. Le but des filières intégrées n'étant pas seulement le commerce mais aussi la promotion d'une autre logique économique. Il est nécessaire que le nom des organisations du Nord et du Sud portant ce projet, corresponde à ce qu'elles font réellement, soit de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ce qui leur permettra de sortir du système de contrôle (labels), d'adopter une logique de négociation et de porter des actions politiques.

Bernadette Oriet

Commerce équitable local : un foisonnement d'initiatives

Le Trade for Development Centre, le programme de commerce équitable (CE) de l'agence belge de coopération internationale, a publié en 2020 une étude qui dresse un panorama comparatif des initiatives dont les pratiques pourraient être qualifiées de CE local en Belgique et en Europe. D'après Samuel Poos, le commerce équitable local belge et européen, octobre 2020.

Au Nord, l'augmentation des produits nationaux du CE est significative. À titre d'exemple, en France en 2018, 842 mio d'euros proviennent de la vente de produits du CE importés (66%) et 434 mio d'euros de celle de produits du CE locaux ou régionaux.

La nature des initiatives répertoriées est diverse. On retrouve des initiatives issues d'organisations classiques du CE Nord-Sud¹, des acteurs spécifiques au commerce équitable local portées par des producteurs agricoles, de coopératives de producteurs/consommateurs en circuits plus ou moins courts², des mouvements d'agriculture biologique reprenant des critères de CE³, et certains labels internationaux de CE qui s'ouvrent au local⁴. Cette pluralité témoigne de la volonté d'une transformation des échanges commerciaux, même sous nos latitudes.

L'étude les classe au regard de nombreux critères (propres au CE Nord/Sud) répartis en 4 catégories : (1) Statut et organisation de producteurs, (2) Mode de production, (3) Conditions commerciales et (4) Sensibilisation. Les différentes initiatives se définissent par un éventail différent de critères, malgré un tronc commun, attestant de chaque conception de ce qu'est un produit ou une filière « équitable ».

En première ligne, la question d'un prix et d'une rémunération équitable présente pratiquement dans toutes les initiatives étudiées. Dans l'ensemble, il s'agit de se baser sur les coûts de production intégrant la rémunération du travail dans la détermination du prix d'un produit. Mais certaines, à l'instar de la fédération belge de CE, vont jusqu'à définir une clé de répartition équitable des richesses produites le long de la chaîne de valeur, voire même un prix minimum non-négociable comme pour le lait équitable de Fairebel .

Suit immédiatement après, la question de la traçabilité physique du produit pour pouvoir garantir des conditions de production équitables à tous les maillons de la chaîne de valeur. Toutefois, elle n'est pas garantie par toutes les initiatives étudiées.

Les critères liés d'une part au statut du producteur et d'autre part à l'indépendance commerciale sont repris par la majorité des initiatives. Les producteurs et les productrices doivent s'organiser en structure collective avec des modes de délibération qui garantissent une gouvernance démocratique de la production.

Figure ensuite l'importance de limiter le type d'acteurs qui peuvent prétendre à du commerce équitable, les «producteurs marginalisés».



Etivaz, Suisse, produit local



Salon « Goût et terroir », découverte des produits de proximité



Salon « Goût et terroir », découverte des produits de proximité

1 L'appellation « Paysans du Nord » d'Oxfam-Magasins du monde, ou encore la Charte Paysans d'ici d'Éthiquable

2 Comme l'approche Nord-Nord de BFTF (Belgian Fair Trade Federation), Fairebel ou le label Prix Juste Producteur, ou encore 5C, Le Collectif des Coopératives Citoyennes pour le Circuit Court, etc.

3 Label Biogarantie Belgium

4 Fair for Life qui certifie des produits du CE Origine France, le système de garantie de WFTO qui depuis 2017 a ouvert ses normes aux producteurs du Nord, le label Fairtrade qui apparemment est sur le point de lancer des projets pilotes en Europe.



Pression des citoyen.ne.s



Le boom des ruches en ville



Relocaliser la production à plus petite échelle

Les critères qui indiquent les plus grandes disparités entre les différentes initiatives analysées concernent les modes de production, de distribution et la question de la sensibilisation au CE. Certaines initiatives intègrent des critères d'agriculture biologique, d'agroécologie, des conditions explicites de travail décent et de préfinancement ou encore de circuits courts producteur-consommateur alors que d'autres ne le font pas.

Conclusion

De la même manière que la multiplicité des labels CE Nord-Sud brouillent les revendications plus systémiques des objectifs initiaux des années 60, donc la remise en question de l'ordre économique libéral, la politisation des échanges commerciaux dans les initiatives qui pourraient être qualifiées de CE local ne semble pas être partagé par tous les acteurs analysés.

La diversité des approches de CE Nord-Sud n'est pas sans parallèle avec la situation du CE local en Europe. Il y a certes un tronc d'idées communes sur lequel le CE local peut se construire. Le pays qui a le plus avancé dans cette démarche est sans doute la France, avec sa loi sur le CE qui intègre le CE local⁵ et sa Charte nationale du CE origine France⁶. La Belgique semble aussi vouloir avancer dans ce sens, comme l'atteste cette large étude.

Mais à la question « Comment produire équitablement ? », l'absence de réponse unie, pour ne pas dire la cacophonie, fait perdre de vue quel objectif le CE cherche à atteindre. En relocalisant les échanges à plus petite échelle, jusqu'au sein d'un même territoire national, il gagne la possibilité de s'appuyer sur des lois pour se protéger plus efficacement du commerce conventionnel. Le défi de remettre en cause et de transformer le commerce conventionnel est énorme et nécessaire, mais surtout, il ne peut pas faire l'impasse sur l'organisation collective de cette remise en cause, sur le partage d'idées entre les organisations du CE et sur l'action commune.

La responsabilité de notre système économique dans la destruction d'écosystèmes et du réchauffement climatique, tout comme dans l'accroissement des inégalités entre pauvres et riches, n'est plus une question mais un fait. Le CE local se fonde en soi sur une relocalisation des échanges commerciaux. Certaines organisations traduisent l'articulation entre enjeux climatiques et problématiques sociales en instaurant des critères d'agroécologie, de circuits courts ou d'agriculture biologique. L'avènement du CE local doit inévitablement prendre en compte cette articulation car elle est intrinsèque à notre système de production et d'échange.

Finalement, le CE local porte en lui un potentiel alternatif qui n'était qu'au stade d'embryon. Il rompt avec le système économique bâti par l'impérialisme colonial en questionnant l'échelle planétaire des échanges commerciaux et en replaçant le travail et l'humain, non pas comme marchandise mais comme être social, au cœur du système de production.

Thomas Feron

5 La loi ESS (économie sociale et solidaire) de 2014 a fait évoluer la définition du CE, en étendant son champ d'application aux producteurs français. La loi Pacte de 2019 précise les conditions d'utilisation du terme « équitable ».

6 <https://www.ethiquable.coop/page-rubrique-qui-sommes-nous/commerce-equitable-loi-reglementation-france>
https://www.commerceequitable.org/wp-content/uploads/notre-collectif/charte_ce_origine_france_2018.pdf

Une magnifique mécanique d'économie sociale et solidaire !

Grupo Salinas se définit comme «un organisme corporatif qui représente les intérêts communs de la population de la région et de ses différentes institutions membres ; il coordonne et soutient les initiatives locales pour renforcer le travail communautaire». C'est un pilier de l'économie sociale et solidaire en Équateur. Cette initiative exemplaire a transformé la vie de plus de 10'000 personnes et a permis de baisser considérablement le taux de chômage dans cette région !

Depuis 1970, les habitants de Salinas de Guaranda, dans la province de Bolivar en Équateur, ont misé sur le coopérativisme comme moyen efficace pour faire face à la pauvreté et à la marginalisation, avec le soutien de volontaires étrangers, de la Mission salésienne et surtout l'impulsion donnée par Monseigneur Candido Rada. Petit à petit, elle est passée d'une hacienda oppressive, propriété d'une famille colombienne, à une ville agro-industrielle organisée, devenant une référence pour la province et le pays entier. Conséquence : maintien de sa population, en évitant la migration vers les zones urbaines et amélioration substantielle des conditions de vie des habitants.



Salinas de Guaranda

Aujourd'hui, Salinas et ses communautés sont la démonstration qu'en Équateur il est possible de réaliser un développement rural intégral, équitable et durable. C'est pourquoi Salinas est considéré comme une expérience modèle au sein de l'économie sociale et solidaire, que le gouvernement actuel tente de promouvoir.

Le père Antonio Polo, éducateur et prêtre né en Italie, est arrivé à Salinas dans les années 70. Grâce à sa vision et à la motivation de la population locale, Salinas est passé d'une situation d'extrême pauvreté à un centre actif d'entrepreneuriat, connu sous le nom de « village de l'économie solidaire ». Pour le père Antonio Polo, Grupo de Salinas sont « de petites entreprises communautaires qui traversent sereinement la mer de la mondialisation. Des communautés paysannes qui continuent à s'organiser en défiant les vents de l'individualisme. Des images de fêtes animées et de deuils partagés. Des arrivées joyeuses de visiteurs et des adieux doux-amers d'amis chers. Des paysages magnifiques, des landes balayées par le vent aux régions subtropicales baignées de soleil. Des visages d'enfants et de personnes âgées, de belles femmes dans la fleur de l'âge ou marquées par le temps, qui racontent mille histoires de dévouement, de patience et de foi. Des projets qui naissent et des projets qui progressent dans le flux lent mais sûr du processus solidaire de sortie de la pauvreté à Salinas ! ». Antonio Polo s'est promis de faire de cette région de 22 communautés une « petite Suisse ».



Père Antonio Polo

Jusqu'en 1970, la province comptait moins de 2'000 habitants qui vivaient dans une extrême pauvreté. Ils étaient analphabètes à 85%, n'avaient ni eau, ni électricité et vivaient dans des huttes de pierre aux toits de paille. Grupo Salinas, ce sont aujourd'hui 8 organisations sociales différentes, qui s'articulent entre elles dans une magnifique mécanique d'Économie sociale et solidaire !

1 La coopérative de production agricole «El Salinerito»

Un projet fabrication de fromage en collaboration entre l'agriculteur des Alpes et l'agriculteur des Andes a changé la vie du secteur rural. Sur les conseils de M. José Dubach, fromager professionnel de la coopération technique suisse, le projet fromage a été lancé en juin 1978. Un mois plus tard, les locaux de Tiendas Queseras de Bolivar ont été ouverts dans la ville de Quito. C'est ainsi qu'a commencé l'intéressant processus de production et de commercialisation de fromages artisanaux semi-affinés et affinés sous la marque «Salinerito».



2 Salinas, Fondation de la famille salésienne

Une organisation sociale à but non lucratif, légalement constituée depuis février 2002, née de l'idée de soutenir le travail pastoral réalisé pendant 50 ans par le Père Antonio Polo. L'objectif de la Fondation est orienté vers la prise en charge des enfants, jeunes, femmes, personnes âgées et personnes handicapées, en particulier les plus pauvres, par le biais de la création d'activités génératrices d'emploi. Activités de formation, d'éducation, de santé et d'assistance sociale.



Photos : Salinas



3 Fondation des organisations paysannes de Salinas « Funorsal »

Une fondation née en 1988, dans le but de coordonner et de promouvoir le travail de toutes les organisations de Salinas dans le domaine social. La fondation accueille 18 organisations paysannes. Elle a été créée pour valoriser le précieux travail coopératif des habitants de Salinas. Il s'agit d'une entité juridique sans but lucratif qui s'occupe de créer, gérer et développer des entreprises et microentreprises pour la production, l'industrialisation et la commercialisation de produits et de services, axée sur le développement économique et social des différents groupes de Salinas de Guaranda.

4 Association pour le développement social des artisans TEXAL

Une structure qui vise à donner des moyens d'action aux femmes du monde rural par le biais de l'artisanat. Dans les années 70, les possibilités de travail pour les habitants des secteurs ruraux d'Équateur étaient presque inexistantes. En 1974, un groupe de 15 femmes, guidées par la salinière Gladys Salazar, a décidé de s'organiser pour tirer profit de la laine produite par les moutons et lamas de la région. Au départ, le fil était filé à la main au moyen de rouets en bois. Les produits sont 100% faits à la main, avec des fibres naturelles comme l'alpaga et l'agneau. Texal a fait son entrée sur le marché européen, à la fois par le biais du tourisme et de l'exportation. Chaque artisane tisse à domicile et si elles ont besoin de soutien, elles se retrouvent à l'atelier.

5 Coopérative CoopSalinas

Une coopérative pour obtenir la propriété collective des mines de sel ! Elles étaient, à l'époque, le domaine de l'Hacienda Los Cordoveces. CoopSalinas a été légalement constituée le 16 novembre 1972, pour récupérer cette ressource fondamentale de l'économie du sel. Les fondateurs ont laissé derrière eux le souvenir amer d'une coopérative d'épargne et de crédit qui avait fait faillite quelques années auparavant et ont désormais pu faire confiance à la CoopSalinas.

6 Fondation du groupe de jeunes de Salinas

Une fondation permettant de se réunir et de créer des sources de travail pour les nouvelles générations. En 1976, Patricia Sanchez a réuni des jeunes de Salinas au sein d'une fondation qui a mis sur pied une première boulangerie, puis la fabrication de confitures et autres activités: pisciculture, sylviculture, séchage de champignons... Avec le temps, certains emplois ont été consolidés et d'autres initiatives ont pris forme comme le tourisme, les moulins, etc. Au moment de légaliser l'entité en 1995, ses fondateurs, qui avaient donné un magnifique élan au processus de développement communautaire à Salinas et étaient devenus adultes, ont choisi de renoncer à la propriété des biens accumulés en faveur de la Fundación Grupo Juvenil.

7 Fondation du Consortium des fromageries des communautés rurales

Une fondation qui commercialise la production de produits laitiers dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. En 1991, le Consortium des fromageries communautaires rurales est devenu un acteur de l'économie sociale et solidaire du processus de salage. La Fondation FUNCONQUERUCOM a été légalement constituée le 25 mai 1999.

8 Consortium Gruppo Salinas

Une institution qui gère la marque Salinerito. Gruppo Salinas est défini comme « un corps corporatif qui représente les intérêts communs de la population de Salinas et des différentes institutions membres ; il articule les processus et soutient les initiatives locales pour renforcer le travail communautaire » (Salinerito). Aujourd'hui, sous cette marque, 150 produits équitables sont commercialisés en Équateur et à l'international : fromages, salaisons, confitures, champignons séchés, beurre de cacao, chocolat, huiles essentielles, textiles, etc.

Traduction : Nadia Laden

CEAS, 40 années de lutte en faveur du développement durable

En 2020, le Centre Écologique Albert Schweitzer (CEAS) célébrait 40 ans de lutte en faveur du développement durable en Afrique et en Suisse ; 40 ans consacrés à étendre une vision où chacun-e peut devenir acteur de son épanouissement dans la société, où chacun-e peut participer au développement économique et à la préservation de l'environnement.

Des valeurs inspirées par celles d'Albert Schweitzer

Le CEAS fut fondé en 1980, à la suite de la rencontre de trois hommes dévoués à l'aide au développement en Afrique : Willy Randin, ancien directeur de l'Hôpital Albert Schweitzer, Maurice Lack, y ayant œuvré comme architecte et Francis Gerber, humaniste convaincu. C'est ainsi qu'ils se réfèrent tout naturellement à la figure du Dr. Schweitzer pour baptiser leur ONG. Prix Nobel de la Paix et inventeur de l'éthique du « Respect de la vie », Schweitzer fut en effet un éclaircisseur d'avenir et un écologiste avant la lettre. C'est à la reprise en 1996 de la direction de l'ONG par Pascale de Pury et Daniel Schneider que la vision actuelle qui promeut un esprit de partenariat et d'échanges de compétences fut adoptée.

Co-création et partage de compétences au centre des actions

Le premier projet réalisé par le CEAS fut l'atelier ATESTA « Atelier d'Énergie Solaire et Technologies Appropriées ». Ce projet vit le jour en 1986 au Burkina Faso après quatre ans d'échanges stimulants entre les populations et le gouvernement local. De là, le CEAS a continué de s'impliquer en Afrique en élargissant son champ d'action au Sénégal et à Madagascar. Aujourd'hui, l'ONG continue d'accompagner artisans et agriculteurs dans leurs démarches en offrant un cadre serein et indépendant pour le développement de leurs activités et en promouvant notamment des pratiques bio et équitables.

La filière agro-alimentaire de la mangue

L'introduction des techniques de séchage promue par le CEAS depuis les années 1980



Photos : ©CEAS

a contribué de manière significative à la création d'une filière d'agro-transformation au Burkina Faso. C'est par le biais de ce transfert de compétences technologiques que la culture de la mangue a été revalorisée. Aujourd'hui, cette pratique est largement répandue et génère une activité rémunératrice pour des centaines de petits producteurs.

Des valeurs communes, vers un partenariat inclusif

En 2021, le CEAS entame un nouveau partenariat avec la fondation Biovision, acteur dans le développement durable en Afrique de l'Est. Cette alliance permet un échange de connaissances et d'expertises et est une occasion de dynamiser la réalisation de nouveaux projets en Afrique et en Suisse. L'agroécologie, l'amélioration des conditions des agriculteurs et la lutte contre la mouche de fruits sont les premiers chantiers démarrés ensemble.



Cet automne 2021, le CEAS vous invite à diverses manifestations afin d'en découvrir davantage sur ses actions, son histoire ainsi que ses valeurs. Retrouvez les informations détaillées sur le site internet : <https://www.ceas.ch/40-ans.html>

Lentilles à l'indienne

Ingrédients pour 4 personnes

200 g de lentilles vertes

1 oignon

1 gousse d'ail

1 boîte de tomates pelées

2 cs de piment doux

2 cs de curry

2 cs de cumin

sel, **poivre**

Cuire les lentilles dans 5 fois leur volume d'eau pendant 20 min.

À la fin, réserver un verre de l'eau de cuisson.

Dans une casserole, faire revenir l'ail et l'oignon.

Ajouter les lentilles, les tomates pelées coupées en petits morceaux, les épices, le sel et le poivre.

Bien remuer. Ajouter le verre d'eau de cuisson et faire mijoter à feu doux 15 min.

Servir avec du riz basmati et quelques rondelles de citron.

Les ingrédients notés en gras sont en vente dans les Magasins du Monde.



Photo libre de droits

Le produit

L'or liquide

En termes de PIB par habitant, le Guatemala est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Cependant, les deux provinces de San Marcos et Retalhuleu dans le sud-ouest du pays sont des régions économiques importantes. En raison du sol très fertile, l'agriculture est ici la branche la plus forte de l'économie. Pendant longtemps, la culture du café a dominé l'agriculture. Cependant et progressivement, la production de canne à sucre, de fruits, de cacao, de miel a augmenté. L'apiculture s'est avérée être une activité particulièrement précieuse. D'une part, les apicultrices profitent du produit des abeilles et d'autre part, les abeilles augmentent également le rendement d'autres produits agricoles en pollinisant les plantes de la région.



Photo : © COPIASURO

La coopérative COPIASURO a été fondée en 1987 par 10 familles d'apiculteurs afin d'obtenir un meilleur accès au marché grâce à une apparence commune. Les apiculteurs détiennent en moyenne entre 20 et 80 colonies d'abeilles dans différentes zones de végétation situées entre 300 et 2400 mètres d'altitude. Les ruches sont placées dans des endroits éloignés avec une grande variété de plantes. COPIASURO possède une bonne réputation en tant qu'organisation professionnelle, organisée

démocratiquement. Elle est également fortement engagée dans la promotion des femmes en tant qu'apicultrices.

Le miel de COPIASURO que nous importons est emballé sous la marque Caritas et est mis en pot à Bienne. En pot de 1kg ou 500g. Ce miel est exceptionnel, autant au niveau de sa qualité que de sa transformation.

<https://www.claro.ch/fr/article/show/2400>

claro fair trade

Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse

L'initiative « pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » a été créée par un groupe de citoyen.ne.s engagé.e.s, parmi eux des vigneron.ne.s, médecins et scientifiques. Cette initiative demande l'élimination des pesticides de synthèse dans la production alimentaire, dans les espaces publics et chez les particuliers, avec une période de transition de 10 ans, tout en protégeant l'agriculture suisse par l'application des mêmes règles aux importations.

Cette initiative demande également à ce que les produits importés - pour l'alimentation humaine et animale - soient exempts de ces substances.

La mise en œuvre d'un tel projet serait exigeante pour l'agriculture. En effet, de nombreuses solutions seraient à trouver et mettre en place pour permettre aux familles paysannes de relever ce défi tout en assurant leurs revenus. Les bons résultats obtenus par les paysan.ne.s en agriculture biologique ne doivent pas nous faire sous-estimer les difficultés auxquelles il faudrait faire face.

Citons par exemple la nécessité de trouver une importante main-d'œuvre, qualifiée, pour le 85% des fermes qui ne sont actuellement pas bio. Citons également la nécessité de faire face à une inévitable baisse de rendement, pouvant aller jusqu'à 30% selon les cultures, un point crucial alors que nous dépendons de l'étranger pour plus d'une calorie sur deux. Evoquons la nécessité vitale d'engager massivement des fonds pour la recherche publique afin de développer des outils, des méthodes de culture et des produits naturels, en vue de protéger les cultures, et de sélectionner – sans recours aux OGM, cela va de soi – des variétés de végétaux qui sauront faire face à la fois aux ravageurs et aux importants changements climatiques qui nous attendent.

Relevons également la question centrale du marché. Si les agriculteurs peuvent fournir un effort supplémentaire en vue d'une production alimentaire plus écologique, ils ne peuvent en aucun cas être les seuls à en supporter les conséquences. En cas d'acceptation du texte, nous devons exiger des prix équitables, rémunérateurs et garantis, la réduction des marges indécentes réalisées

par la grande distribution sur la gamme bio, l'adhésion totale des citoyen.ne.s au mouvement, et une protection adéquate de la production helvétique aux frontières. Il est en outre hors de question d'accepter un quelconque nivellement des prix vers le bas, sous prétexte que le bio deviendrait la méthode standard de production.

Néanmoins, des familles paysannes nombreuses, plus de gens qui travaillent la terre, des structures modestes, à taille humaine, la répartition équitable de la plus-value au sein de chaque filière, l'indépendance vis-à-vis des grands groupes agro-industriels, c'est tout cela que cette initiative peut nous apporter. Et tout cela, ce n'est rien d'autre que la souveraineté alimentaire, pour laquelle nous nous battons de longue date.

Un nombre croissant de membres d'Uniterre craignent que l'approbation de cette initiative ne les mène à la catastrophe. Il n'y a en effet aucune garantie que des mesures efficaces soient mises en œuvre pour augmenter les prix à la production à un niveau équitable, pour compenser les baisses de rendement que la transition provoquera. Aucune certitude également quant à l'écoulement des produits indigènes dans les grandes surfaces, car ces derniers seront encore moins concurrentiels ! Uniterre demande à toutes les personnes qui voteront en faveur de cette initiative « Pour une Suisse sans pesticides de synthèse », de prendre en même temps l'engagement de consommer local. Uniterre demande à notre gouvernement de mettre en place, à l'instar de la République tchèque, des normes contraignant la grande distribution à vendre un volume croissant de produits, bruts et transformés, indigènes pour atteindre en 2028 un taux de 73% en 2028.

Uniterre.ch



Photos : Libre de droit



Photo : © Jardins vivants République et canton du Jura



Je m'engage pour
une société plus solidaire

Photo © Laurent Fritsche / Oxfam-Magasins du monde



Soutenez les Magasins du Monde,
offrez un bon cadeau : www.mdm.ch



Abonnement 2021 Je m'abonne à ex æquo à titre de :
 Bénévole 30 CHF Membre soutien 110 CHF
 Ami-e des Magasins du Monde 70 CHF Parrain-Marraine 360 CHF

Inscription et versement : Association romande des Magasins du Monde
 Avenue Dickens 6, 1006 Lausanne
 CCP 12-6709-5, IBAN CH83 0900 0000 1200 6709 5

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal - Localité _____